

École à vendre

La nouvelle école capitaliste, Sous la direction de Christian Laval, La Découverte, 285 p.

Guillaume Asselin

Numéro 244, printemps 2013

Le savoir capital

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69387ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Asselin, G. (2013). École à vendre / *La nouvelle école capitaliste*, Sous la direction de Christian Laval, La Découverte, 285 p. *Spirale*, (244), 52–54.

École à vendre



PAR GUILLAUME ASSELIN

LA NOUVELLE ÉCOLE CAPITALISTE

Sous la direction de Christian Laval

La Découverte, 285 p.

On assiste, depuis ces dernières années, à une véritable levée de boucliers contre ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « marchandisation du savoir ». On ne compte plus les publications dénonçant cette capture capitaliste des institutions d'enseignement transformées en agences de recherche et de développement publiques au service des entreprises privées, qu'elles sont chargées d'alimenter en « capital humain » afin de répondre aux besoins et aux pressions du marché. Fruit de dix ans de travaux et de réflexions collectifs conduits dans le cadre de séminaires et de recherches ayant déjà donné lieu à plusieurs publications connexes dont il dresse une manière de bilan (*Le nouvel ordre éducatif mondial*, 2002 ; *L'école n'est pas une entreprise. Le néolibéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, 2003), ce « petit livre de combat » s'inscrit dans le sillage de la sociologie critique des années 1970, dont il revendique l'héritage marxiste en l'actualisant et en l'adaptant au contexte socioéconomique contemporain. Le titre lui-même renvoie à *L'école capitaliste en France* (1971) de Christian Baudelot et Roger Establet qui y analysaient, dans le sillage du livre-phare de Bourdieu et J.-C. Passeron (*La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, 1970), les mécanismes suivant lesquels une institution à vocation universelle censée former les subjectivités à l'exercice de l'esprit critique s'avérait souvent, en pratique, un outil de reproduction sociale au service des classes et des milieux favorisés. Cependant, l'école, par une sorte de « ruse de la raison scolaire », réussissait tout de même à préserver son autonomie à l'égard des lois du marché et de l'économie. C'est cette autonomie qui est aujourd'hui sérieusement menacée par l'impérialisme néolibéral qui ne fait plus pression sur l'institution de l'extérieur, mais la phagocyte pour désormais la déterminer *de l'intérieur*, au niveau même de ses structures organisationnelles et de l'orientation donnée à ses programmes.

LE TOURNANT MANAGÉRIAL

Cette mutation du monde et de la philosophie de l'éducation trouve sa source dans l'avènement de « l'État managérial » (*corporate state*) chargé par la droite néolibérale de détrôner, dès les années 1980, l'État providence accusé de tous les maux. À l'idéal républicain et social-démocrate jugé obsolète et passéiste au regard des nouvelles réalités économiques et des défis suscités par la mondialisation, on substitue le culte de la performance et de l'efficacité censé permettre enfin l'entrée dans l'ère de l'innovation et

des savoirs d'avenir. Ce démantèlement de l'État social et éducateur ne se limite pas à un simple retrait ou à un simple rétrécissement de son champ d'action, dont il concéderait une part de plus en plus importante au secteur privé. Les institutions restées publiques sont elles-mêmes restructurées sur le *modèle de l'entreprise*, qui impose sa norme, son vocabulaire et ses outils gestionnaires à l'ensemble des services gouvernementaux : « Santé, police, justice, secteurs sociaux, etc. semblent tous devoir relever d'une même logique. Partout les mêmes recettes du "management de la performance" sont appliquées. [...] En se modernisant, l'État entend offrir un environnement plus compétitif aux entreprises. L'État devient entrepreneur au service des entreprises ». C'est cela, le néolibéralisme : « cette logique générale qui impose partout, mêmes dans les sphères a priori les plus éloignées du cœur de l'accumulation du capital, un même système normatif de conduite et de pensée ».

LE RÉGIME NÉOLIBÉRAL DE LA CONNAISSANCE

« L'économie de la connaissance », comme le dit bien son nom, tend de plus en plus à faire l'économie de la connaissance et de la formation générale au profit du développement et de la promotion de « compétences clés » (*key competences*) directement applicables et monnayables sur le marché du travail. Ce qui pourrait n'apparaître que comme un banal glissement sémantique (la substitution des « compétences » aux anciens « savoirs ») recouvre en réalité une véritable *professionnalisation du cursus scolaire*, où la recherche fondamentale se voit dévaluée au profit de la recherche appliquée. Les savoirs se voient ainsi assimilés à des « produits cognitifs » — des biens de consommation comme les autres — qu'il s'agit de vendre sur le « marché des idées » livré à la logique d'une concurrence mondiale généralisée sommant l'école de se rendre économiquement utile et rentable.

À cette *logique de la compétence* qui prévaut désormais dans l'enseignement fait pendant, dans le monde de la recherche, la *logique de l'innovation* dont Schumpeter se sera fait le héraut. Érigée en norme universelle et en principe des relations internationales, la concurrence force les États, les économies et les entreprises à rivaliser d'ingéniosité et d'inventivité pour s'imposer comme *leaders* dans cette bataille mondiale de l'intelligence. L'innovation devient le *motto* et le maître mot de cette course aux brevets et aux

copyrights dans laquelle la connaissance est essentiellement conçue comme une ressource stratégique et une information négociable — un « *capital immatériel* » permettant de se positionner stratégiquement sur l'échiquier du marché. L'« *éthos de la science* » naguère défini par Robert King Merton (universalisme, communautarisme, désintéressement, intégrité morale, scepticisme organisé) se voit débouté net par une science sans conscience au service des intérêts qui la financent. Au modèle de la gestion de la connaissance comme bien commun succède un modèle empruntant l'essentiel de ses formes à la recherche privée. Assujetti au droit privatif, le savoir autrefois partagé et diffusé de manière qu'il bénéficie à l'ensemble de la communauté scientifique est désormais revendiqué comme propriété par les investisseurs qui l'ont sponsorisé. À l'idéal démocratique et collectif de la « science ouverte » succède le propriétaire d'une « science enclose » limitant et monnayant dorénavant l'accès aux ressources du savoir et aux résultats des recherches : « *Des domaines entiers de la "vie", qu'elle soit biologique ou sociale, se transforment en "marchandises" du fait d'un double mouvement d'appropriation conceptuelle et d'appropriation économique en vue de leur exploitation industrielle.* »

« SOIS STAGE ET TAIS-TOI »

Ainsi incorporée au dispositif général de l'accumulation du capital, l'école devient le lieu de production de subjectivités souples, dociles et adaptables alignées sur les lois du marché, entièrement programmées par les besoins des entreprises. « *Produire le nouvel homme conforme à l'économie de la connaissance, tel est bien l'enjeu de la mutation néolibérale de l'école.* » C'est du moins ce que donne à entendre l'Union européenne qui, en accord avec les recommandations de l'OCDE et de la Banque mondiale, plaide pour une politique éducative visant à intégrer la « *culture d'entreprise* » au rang des valeurs que le système scolaire devrait se charger de transmettre, et ce dès le plus jeune âge (!). L'éducation financière, argue-t-on en haut lieu, devrait être inscrite au programme et enseignée au même titre que le français, l'histoire ou les mathématiques. De puissants *think tanks* liés au monde patronal exercent ainsi de fortes pressions pour que les liens entre l'école et les entreprises soient resserrés. Les moyens de le faire ? Accroître le nombre de responsables d'entreprises dans les administrations et les cursus scolaires, tout en augmentant la fréquence des visites et des stages en milieu professionnel, afin de mieux familiariser les futurs salariés avec ce qui les attend au sortir de leur formation.

Or, comment mieux préparer les étudiants aux défis du marché qu'en les rendant responsables du financement de leurs propres études sur le modèle de l'autogestion, qu'en en faisant des investisseurs à part entière chargés de veiller sur leurs propres « intérêts » ? Le problème de fond, c'est bien cette réduction de l'éducation à une question purement monétaire. « *Il ne s'agit plus pour l'élève ou l'étudiant de construire un rapport à l'avenir ouvert sur un champ élargi de possibles. Il ne s'agit pas davantage de lui permettre de se constituer comme inventeur de soi et de son*

rapport aux autres et au monde, il s'agit de le placer dans un rapport actif à la vente de soi sur le marché du travail. » Dans l'optique de ce qu'Aline Giroux qualifiait en 2006 de « *pacte faustien* », « *[o]n achète de l'éducation pour se vendre* ». Et ce, sans compter que la dette étudiante suscitée par l'élévation des droits de scolarité tant décriée ici même, lors du printemps érable, devient « *un instrument de contrôle des comportements par le jeu des incitations et des désincitations financières, un moyen de guider les choix d'orientation avec les secteurs où il y a des emplois [...] bien rémunérés* ». Inutile de dire que, dans ce contexte ultra-utilitariste, les départements des arts et des humanités — ceux qui sont les plus rétifs et les plus éloignés de ce « *tout économique* » — sont, plus que jamais, menacés. Le plus beau, c'est qu'il n'y aura même pas à les chasser de l'université : la logique du rendement personnel des diplômes orientera massivement les étudiants vers les disciplines les plus payantes (il faut bien rembourser les frais engagés !), de sorte que les départements moins « rentables », économiquement parlant, disparaîtront d'eux-mêmes, suivant la loi toute simple de l'offre et de la demande. C'est ce qu'on appelle, dans la novlangue néolibérale, la « *destruction créatrice* » (Schumpeter).

APPEL À LA RÉSISTANCE

La plus grande force de ce livre est sans nul doute d'éviter le piège de la diabolisation de l'autre dans laquelle se complaît trop souvent une certaine gauche plus radicale et moins nuancée. Les auteurs indiquent d'emblée leur intention de rompre avec ce manichéisme simpliste voulant qu'il faille « *sanctuariser* » l'école publique contre une marchandisation qui viendrait l'agresser de l'extérieur : « *L'école n'est pas la "victime" passive des méchants capitalistes qui l'encerclent et veulent l'envahir.* » Tous les acteurs de la scène sociale et éducative (les responsables politiques, la haute administration, les groupes professionnels, les parents d'élèves, les professeurs, les étudiants) sont partie prenante de cette dynamique et sont responsables de la mutation en cours. Il s'agit, pour tous, de savoir comment organiser une résistance efficace, sachant « *qu'aucun décret d'un gouvernement national ne viendra "par le haut" arrêter ce long processus mondial. Il y faudra une rupture venue "d'en bas" et une rébellion étendue à l'échelle mondiale* ». Une rébellion dont le mouvement *Occupy* et les révoltes étudiantes à travers le monde (Grèce, Chili, Angleterre, Québec...) constituent le fer de lance.

Nul besoin, par ailleurs, de quelque théorie du complot pour constater que ceux à qui profite le système ont tout avantage à entraver l'accès à l'éducation par la hausse des frais d'inscription et à rendre caducs les départements les moins assujettis à ce discours normatif d'où pourrait monter une véritable contestation. Et ce, sans compter que les réformes suscitées par la nouvelle caste des managers et des gestionnaires, sous prétexte d'accroître l'efficacité et la productivité, se sont plus souvent qu'autrement révélées contre-productives, se traduisant par une augmentation des frais liés aux nouveaux coûts de gestion et une régression réelle en matière de résultats scolaires

et d'inégalités sociales. « *Cela tient d'abord au fait que la baisse du nombre des personnels d'éducation, censée mettre sous tension le système et rendre ainsi manifeste son "inefficacité" afin de mieux faciliter la mise en œuvre des réformes, a été vite comprise comme un "sabotage" de l'école publique préparant sa "privatisation"* ».

Il ne s'agit, au final, ni de verser dans le fatalisme, ni dans la nostalgie. Mais s'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'école, la mutation managériale en cours mine sérieusement le fondement même de ce qui a, au fil de son histoire, assuré la force symbolique de l'institution scolaire et universitaire en tant que foyer de culture et de civilisation : son autonomie et son indépendance à l'égard des pouvoirs tant religieux que politiques et économiques, seules garantes du libre exercice de la pensée critique sans

laquelle le citoyen n'est qu'un pion à la merci des sophismes chiffrés du discours dominant, ce « *newspeak* » (A. Giroux) tablant sur le même éternel cortège de métaphores revampées du vieux taylorisme (compétitivité, excellence, performance, etc.). Contre ce capitalisme sauvage qui aplatit l'humain sous le rouleau compresseur du *New Public Management* et les mécanismes aveugles et incontrôlés d'un marché élevé au rang de toute-puissante entité, les auteurs invitent à renouer avec l'idéal démocratique, c'est-à-dire avec cette « *capacité collective de définir un destin commun* » plutôt que de se le laisser dicter par les zélotes de l'industrie et de l'économie. S'il est un idéal qui vaille la peine d'être défendu, c'est bien celui-là. Et il ne tient bien évidemment qu'à nous qu'il ne soit pas relégué aux rangs des utopies. †

Édifier un monde commun



PAR MAXIME OUELLET

L'ÉDUCATION EN PÉRIL : POUR MIEUX COMPRENDRE « LE PRINTEMPS ÉRABLE »

Sous la direction de Danièle Letocha et Frédéric Parent

Les Cahiers Fernand Dumont, n° 2, automne 2012.

La lutte étudiante qui s'est déroulée le printemps dernier a été interprétée par plusieurs observateurs comme une crise de l'éducation au Québec. Au-delà des analyses superficielles véhiculées par une classe journalistique et politique qui souhaite à tout prix dépolitiser la crise en la limitant à un strict débat comptable, il convient de se demander : de quoi la « crise de l'éducation » est-elle au juste la crise ? Cette question, qui est posée par Alain Kerlan dans son texte portant sur les rapports entre les conceptions d'Hannah Arendt et de Fernand Dumont sur la crise de l'éducation (« Fernand Dumont, une autre analyse de la crise. Pour une lecture critique des thèses de Hannah Arendt »), résume la thèse défendue par la plupart des auteurs de ce numéro des *Cahiers Fernand Dumont* portant sur la crise de l'éducation au Québec. Pour Dumont, comme pour Arendt, la crise de la culture correspond à la crise du monde moderne ; il s'agit d'une crise civilisationnelle qui se caractérise par une incapacité à « faire monde ».

Si nous acceptons l'analyse dumontienne sur la crise de la culture, il faut toutefois la mettre en parallèle avec celle du

sociologue Marcel Rioux, qui disait, à propos de la contestation étudiante qui sévissait un peu partout dans le monde occidental à la fin des années 1960, qu'« *[u]n des plus sûrs indices qu'une société traverse une période de changements profonds, c'est lorsque l'éducation y est mise en question. La contestation qui s'élève au sujet de l'éducation traduit des bouleversements qui traversent la structure sociale — réseau de relations qui lient les individus et les groupes — ainsi que les infrastructures technologiques et économiques. C'est au-delà du système d'éducation lui-même qu'il faut chercher les causes qui provoquent sa contestation* » (*La culture contre l'économie*, Presses de l'Université de Montréal, 2010).

Relire Dumont à la lumière de la thèse de Rioux nous amène à poser l'hypothèse que la crise actuelle de l'éducation doit s'expliquer dans le contexte de la nouvelle logique d'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'essence symbolique de l'être humain, c'est-à-dire sa culture. C'est ce qu'on peut déduire des propos de Patrick Lelay, président de la chaîne de télévision française